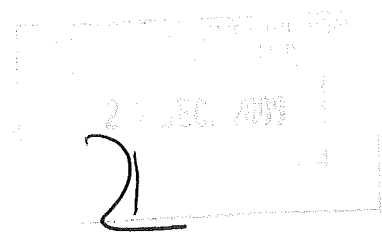




Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



S5

## PREFECTURE DE LA LOIRE

**DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTERIELLES ET EUROPEENNES**  
Bureau de l' Environnement

Affaire suivie par : Isabelle GRANGETTE  
Téléphone : 04.77.48.48.91  
Courriel : isabelle.grangette@loire.pref.gouv.fr  
Fax : 04.77.48.45.60  
Dossier n° : 2003/0287

Le Préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur

### **Arrêté de prescriptions spéciales n°2009/0610**

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 512-12-1er alinéa ;

**VU** récépissé de déclaration du 22 octobre 2009 réglementant les activités exercées par la **S.A.S SAINT-ETIENNE MOLINA** sur le territoire de la commune de SAINT-ETIENNE - 76 Avenue de la Talaudière - Z.I. de Molina ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 9 octobre 2009 établi à la réception du dossier de cessation d'activité transmis le 2 juin 2008 par la société EASYDIS ;

**VU** les résultats des diagnostics du site montrant la présence d'une pollution du sol par des métaux dans les terrains autour du bâtiment ;

**VU** l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours du 19 février 2008 ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 9 novembre 2009 ;

**VU** l'absence d'observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis par courrier le 30 novembre 2009 ;

**CONSIDERANT** que les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions générales applicables aux installations susvisées ;

**CONSIDERANT** que des mesures de gestion doivent être prises afin de prévenir tout risque d'impact sanitaire ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**ARRETE**

---

## TITRE 1 - PORTEE ET CONDITIONS GENERALES

---

### CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE

#### **ARTICLE 1.1.1.**

La SAS Saint-Etienne Molina dont le siège social est situé 4 square Edouard VII - 75009 PARIS est tenue respecter les prescriptions du présent arrêté pour son site implanté sur la commune de SAINT-ETIENNE au 76 rue de la Talaudière, Zone Industrielle Molina la Chazotte.

#### **ARTICLE 1.1.2.**

Les dispositions du présent arrêté complètent les dispositions des récépissés de déclaration délivrés aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans l'établissement.

#### **ARTICLE 1.1.3.**

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement.

---

## TITRE 2 – GESTION ET PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

---

### CHAPITRE 2.1 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

#### ARTICLE 2.1.1. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Les moyens d'intervention du site sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 2.1.2. DESENFUMAGE DES LOCAUX

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. Un système de désenfumage mécanique efficace est installé pour le rez de chaussée et le premier étage.

#### ARTICLE 2.1.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'exploitant dispose à minima de :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées,
- Pour assurer la défense extérieure contre l'incendie du site, il faut pouvoir disposer d'un débit d'eau de 780 m<sup>3</sup>/h disponible pendant 2 heures.

Ce volume devra être assuré :

- ♦ Par des bouches incendie ou des poteaux d'incendie publics ou privés de type normalisé (NFS 61.213 et 62.200) répondant aux caractéristiques minimum suivantes pendant 2 heures :

- Diamètre 100 mm
- Débit 17 l/s soit 60 m<sup>3</sup>/h
- Pression dynamique : 1 bar minimum

Un des poteaux devra être situé à moins de 200 mètres de l'entrée de l'établissement.

- ♦ Dans le cas où la totalité du débit disponible ne pourrait être obtenue à partir des poteaux ou bouches d'incendie du réseau d'eau (public ou privé), il est admis que les besoins soient disponibles dans une ou plusieurs réserves d'eau, propre au site et accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves d'eau (naturelles ou artificielles – publiques ou privées), devront être équipées ou réalisées conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définies par la circulaire

interministérielle n°465 du 10 décembre 1951. Volume minimum de la réserve : 1560 m<sup>3</sup>.

Une attestation assurant que l'installation remplit effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue, devra être délivrée par l'installateur et transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours, Bureau Départemental de Prévision Opérationnelle (application de la norme NFS 62.200).

L'exploitant devra être en mesure de démontrer la disponibilité des débits à la demande de l'inspection des installations classées.

- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles
- d'une colonne sèche pour les trois grands escaliers desservant les trois niveaux du corps nord du bâtiment

---

## TITRE 3 – SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

---

### CHAPITRE 3.1 MESURES DE GESTION

#### ARTICLE 3.1.1.

A partir des diagnostics du site (diagnostic initial de la qualité des sols (avril 2003), évaluation simplifiée des risques (avril 2003) et analyses des eaux souterraine (septembre 2004) Socotec NS0260/1 ; caractérisation de la qualité des sols ATOS environnement du 21 septembre 2004 ; audit de pollution du 19 mai 2004 Bureau Alpes Contrôles) , et de la caractérisation de l'état des milieux, des mesures de gestion seront proposées.

Dans un premier temps, le traitement des points chauds de pollution sera réalisé.

Les mesures de gestion seront établies sur la base d'un bilan coûts-avantages en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de constructions actives ou passives, confinement, restrictions d'usage, etc).

Ce bilan devra permettre d'atteindre le meilleur niveau de protection de l'environnement, humain et naturel, à un coût raisonnable, tout en assurant la protection des intérêts mentionnées au L. 511-1 du code de l'environnement. Les coûts devront notamment considérer les durées de traitement.

Il conviendra de veiller à privilégier les options qui permettent :

- en premier lieu, l'élimination des sources de pollution ou des « points chauds »
- en second lieu, la désactivation des voies de transfert

#### ARTICLE 3.1.2. ANALYSE DES RISQUES RESIDUELS (ARR) AU DROIT DU SITE

Si, par des mesures de gestion à un coût raisonnable, il ne peut être supprimé tout contact entre les pollutions et les personnes, l'exploitant devra réaliser une analyse des risques résiduels.

Les calculs de risque seront réalisés à partir des concentrations résiduelles fixées à l'issue des mesures de gestion.

Pour cela, on procèdera à l'additivité des risques pour les substances à seuil ayant le même effet sanitaire sur le même organe cible et les risques seront additionnés pour les substances ayant des effets sans seuil de dose.

Le résultat de cette analyse de risques résiduels devra garantir la compatibilité de l'état des milieux avec l'usage du site. Le cas échéant, les mesures de gestion seront révisées jusqu'à l'obtention d'une exposition résiduelle acceptable.

A l'issu des étapes précédentes, l'exploitant s'assurera des mesures de surveillance environnementale à maintenir visant à évaluer l'efficacité des mesures de gestion retenues.

#### ARTICLE 3.1.3. RESTRICTIONS D'USAGE

Si par des mesures de gestion à un coût raisonnable, l'ensemble des pollutions ne peuvent être supprimées, un dossier comprenant les éléments nécessaires à l'institution de servitudes sera transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, afin de maintenir sur le site un usage ultérieur compatible avec l'usage des terrains, en l'occurrence un usage industriel. Les dispositions prendront la forme d'une SUP telle

que prévue aux articles L.515-8 et suivants du Code de l'Environnement. Le dossier sera établi conformément à l'article R.515-27 et comportera :

- Une notice de présentation ;
- Un plan faisant ressortir le périmètre établi en application de l'article R. 515-25 ainsi que les aires correspondant à chaque catégorie de servitudes ;
- Un plan parcellaire des terrains et bâtiments indiquant leur affectation ;
- L'énoncé des règles envisagées dans la totalité du périmètre ou dans certaines de ses parties.

Une toute autre forme de servitude permettant de répondre à l'objectif fixé pourra être proposée à l'inspection qui donnera son accord.

#### **ARTICLE 3.1.4. PIEZOMETRES**

Le réseau de piézomètres identifié dans le dossier "diagnostic initial de la qualité des sols - rapport NS 0260/1" réalisé par SOCOTEC et présent sur la parcelle exploitée par Saint-Etienne Molina doit être conservé.

#### **ARTICLE 3.1.5. CHOIX DES PRESTATAIRES**

Pour réaliser cette étude, la SAS Saint-Etienne Molina devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera transmis, pour information, à l'Inspecteur des Installations Classées.

#### **ARTICLE 3.1.6. ECHEANCIER AVANT TRAVAUX**

La SAS Saint-Etienne Molina devra respecter l'échéancier ci-dessous, à compter de la notification du présent arrêté, pour la transmission des documents à l'inspection des installations classées :

- communication des mesures de gestion, accompagnées, si nécessaire, de l'analyse des risques résiduels et du dossier de servitudes : 6 mois

#### **ARTICLE 3.1.7. FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

---

## TITRE 4 – EXECUTION

---

### ARTICLE 4.1.1.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

### ARTICLE 4.1.2

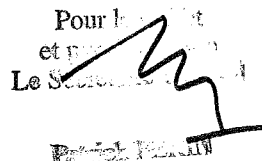
Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

### ARTICLE 4.1.3.

M. le Secrétaire général de la Préfecture, M. le Maire de Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 16 DEC. 2009

Pour l'Etat  
et pour le  
Le Secrétaire  
Régional



### Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur  
S.A.S. SAINT-ETIENNE MOLINA  
4 square Edouard VII  
75009 PARIS

- Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE

- L'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement - St-Etienne

- Archives 2009/285

- Chrono

